

Droits de l'Homme : une situation accablante

→ par Cleo Fatoorehchi, journaliste à Opinion Internationale

Le 14 juin, les Iraniens ont élu un nouveau président. L'élection de H. Rohani symbolise le retour des réformistes et modérés au pouvoir, après huit années d'un conservatisme virulent sous Mahmoud Ahmadinejad. Cependant, il est fort à parier que les droits de l'Homme vont continuer à être bafoués de manière flagrante.

Depuis 2005, les deux mandats de Mahmoud Ahmadinejad ont plongé le pays dans une crise économique sans précédent, à l'inflation galopante, et où la liberté d'expression ne cesse de se limiter. En vue des élections, l'accès à Internet et à Skype est fortement réduit depuis plusieurs mois, coupant presque du monde la population. En outre, depuis les événements de 2009 qui avaient suivi les élections, menés par le Mouvement Vert qui demandait « où était son vote ? », la police a resserré son étouffement sur la société. À tel point que l'ancien président Rafsanjani, jugé trop réformateur, n'a pas été autorisé à se présenter aux élections cette année. Et les candidats de 2009, Mir Hossein Mous-

savi et Mehdi Karoubi, sont encore en résidence surveillée.

Cela fait ainsi plus de 30 ans que le Guide spirituel de la révolution islamique – l'ayatollah Khomeiny jusqu'en 1989, puis Ali Khamenei –, aidé de son Conseil des gardiens de la Révolution, étouffe toute opposition et bafoue les droits de l'Homme et les droits des femmes. Nombre d'avocats défendant les activistes politiques sont menacés, quand ils ne sont pas déjà eux-mêmes en prison ou forcés de vivre en-dehors du pays.

C'est le cas de Shirin Ebadi, première femme juge en 1975, qui a reçu le prix Nobel de la Paix en 2003 pour sa défense des droits des femmes et de

divers membres de l'opposition. Elle vit à Londres depuis 5 ans, afin de continuer librement son combat pour les droits de l'Homme en Iran, un engagement qui la mènerait directement dans la fameuse prison Evin, dût-elle retourner dans son pays. Pour *Opinion Internationale*, cette femme hors du commun évoque les violations des droits de l'Homme et le manque de démocratie en Iran, les mauvaises conditions des prisonniers politiques, qui sont notamment sujets à la torture. Et l'espoir est faible que la situation s'améliore avec un nouveau président, puisque ce ne sera qu'une nouvelle marionnette animée par le guide Khamenei. ●

ENTRETIEN AVEC SHIRIN EBADI, PRIX NOBEL DE LA PAIX

Qu'attendez-vous des élections présidentielles du 14 juin ?

Les élections en Iran ne sont pas des élections libres, et ne l'ont jamais été, puisque la participation des candidats est décidée par le Conseil des gardiens. Il est constitué de douze membres ; six d'entre eux sont directement nommés par le Guide, et les six autres sont proposés par le Chef du pouvoir judiciaire, lui-même nommé par le Guide. Les membres du Conseil des gardiens ne sont donc pas représentatifs du peuple, puisque le Guide les nomme tous, soit directement soit indirectement. Quiconque se permet la moindre critique du gouvernement est écarté par le Conseil des gardiens. Pour les élections à venir le 14 juin, plus de 600 personnes ont déposé leur candidature, mais seulement huit d'entre elles ont été validées par le Conseil des gardiens. Parmi elles, aucune femme n'a été nommée, car selon l'interprétation de la constitution iranienne par le Conseil des gardiens, aucune femme ne peut être candidate à la présidence. Cependant, la constitution est ambiguë : on peut l'interpréter dans le sens que les femmes ont le droit d'être candidates.



© DIF

Pensez-vous que l'on verra un nouveau mouvement se créer à la manière du Mouvement vert en 2009 après les élections ?

Les gens sont de plus en plus mécontents du gouvernement, car en plus de la violation des droits de l'Homme, la pauvreté augmente à cause des sanctions. Cependant, en raison de la violence du gouvernement, l'opposition dans la rue a pris fin. Est-ce que les gens vont réinvestir les rues et manifester pacifiquement ? Nous devons attendre et voir ce

qui va arriver dans l'avenir. Cependant, le gouvernement a annoncé qu'il ne tolérerait aucune manifestation, même si elle est pacifique.

Quelle est la situation des prisonniers politiques en Iran ?

Le gouvernement iranien clame ne pas avoir de prisonniers politiques en Iran, mais il ment. De nombreux journalistes, avocats, et même des activistes civils sont aujourd'hui en prison. Selon le rapport de *Reporters sans Frontières*, après la Turquie, l'Iran a le deuxième plus grand nombre de journalistes en prison. Après juin 2009, 50 avocats ont été emprisonnés et poursuivis en justice pour avoir défendu des prisonniers politiques. Leurs conditions sont vraiment mauvaises, selon les informations que nous donnent leurs familles, qui les visitent une fois tous les 15 jours. Ils racontent que leur accès à l'air frais est très rare, la nourriture très mauvaise et en très petite quantité, et qu'ils sont traités durement. Leur situation est même pire que les criminels ordinaires, qui peuvent parler à leurs familles au téléphone quelques minutes par jour ; ce droit est prohibé aux prisonniers politiques. Enfin, quelques-uns ont été torturés, et l'ont dénoncé ouvertement.

Propos recueillis par Cleo Fatoorehchi⁽¹⁾

(1) Cléo Fatoorehchi, journaliste à *Opinion Internationale*, a bien voulu autoriser LE SNESUP à republier, à partir du site internet <http://www.opinion-internationale.com>, son interview qui commençait ainsi : « Vendredi 14 juin, les Iraniens vont élire un nouveau Président. À cette occasion, *Opinion Internationale* a décidé de faire un dossier spécial Iran toute cette semaine. Découvrez aujourd'hui l'interview de Shirin Ebadi, prix Nobel de la paix en 2003 ». Nous l'en remercions vivement. Gérard Lauton.